

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

# Le quotidien du peuple

MARDI  
21  
OCTOBRE

N 17

1,50 F

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

## LA POLITIQUE REGIONALE DE GISCARD nouvelles arrestations de militants autonomistes bretons effectuées par Poniatoski

La politique régionale de Giscard : les CRS contre les autonomistes.

Les perquisitions et arrestations entamées dans le week-end, à la demande de la Cour de Sécurité de l'Etat, contre les militants autonomistes bretons se sont poursuivies toute la journée d'hier. Le prétexte est la recherche des auteurs d'attentats, non revendiqués d'ailleurs, contre les domiciles, fin avril dernier, à Rennes, du maire Fréville et du député Le Douarec. Des inculpations sont envisagées par la Cour de Sécurité.

Cette opération d'envergure intervient précisément au moment où la Cour de Sécurité de l'Etat refuse la mise en liberté provisoire d'Edmond Siméoni (dirigeant de l'ex-ARC). Vague de répression, cet été en Corse, arrestations aujourd'hui de militants autonomistes bretons ; entre temps, visite de Giscard en Auvergne et de Chirac à Lyon. La bourgeoisie tente ainsi à sa manière de résoudre la question des régions de notre pays.



Depuis quelques années, la situation et l'avenir des régions est l'objet d'une sensibilité croissante des masses populaires et de diverses réformes ou projets de la part de la bourgeoisie. Le choix qu'elle a fait avec le développement capitaliste a entraîné une évidente inégalité entre les régions. Dans sa course au profit maximum, elle en a délibérément laissé certaines en dehors du développement industriel, en supprimant même certaines activités existantes (mines de Decazeville, kaolin de Berrien, etc...). Ceci a entraîné un développement hypertrophique de la région pari-

sienne et de grandes métropoles régionales, la concentration des activités industrielles dans le Nord, l'Est, l'axe du Rhône, Marseille etc..., tandis que les travailleurs des régions sous-industrialisées (l'Ouest, le Massif Central, etc...) n'ont guère d'autre choix que de les quitter pour chercher du travail ailleurs.

Suite p. 4

## debut de la discussion budgétaire UN DEFICIT CAMOUFLÉ QUI SERA PAYE PAR QUI ?

Cet après-midi, commence la discussion budgétaire qui durera plus d'un mois. Malgré cela, toutes les grandes lignes du budget et même plus sont déjà décidées. Cela n'empêchera pas les députés de droite et de gauche de faire tourner le moulin à paroles à l'assemblée nationale.

Le budget 76 qui est présenté comme un budget équilibré, sera en fait un budget largement en déficit. En déficit, cela veut dire relance des impôts et relance de la hausse des prix, tout cela évidemment payé par les travailleurs.

Lire en page 4 notre article.



le budget :  
des crédits pour  
les entreprises  
capitalistes ;  
des impôts  
en hausse  
pour les travailleurs  
c'est cela  
la relance

## SAHARA OCCIDENTAL un peuple dispersé par la force

Lundi à 16 heures, le conseil de sécurité de l'ONU s'est réuni pour examiner la situation créée par la « marche » organisée par le roi du Maroc en direction du Sahara occidental. Le caractère « libérateur » de cette marche est démenti par l'appel à l'Espagne de « régler le problème en vieux amis ». A cet effet, Hassan II s'est adressé par lettre à leur protecteur commun, Kissinger. Quant à l'aspect prétendument « pacifique » de l'initiative, elle est en réalité soutenue par des centaines de canons massés à la frontière. Et si Hassan II s'est déclaré décidé à éviter tout affrontement avec les troupes espagnoles, il est prêt en revanche à tirer sur les patriotes du Front POLISARIO (pour l'indépendance de Saguiat el Hamra et Rio de Oro). Le Front de son côté appelle les saharouis à « se masser le long de la frontière... Si les Marocains décident de mettre leur projet à exécution, nous les arrêterons ».

Suite p. 8

lire en page 3  
la suite de notre enquête :  
LES TRAVAILLEURS ET LA CRISE

la vie du journal

courrier..

UN POSTIER DE VERSAILLES

En guise de critique au journal, je pense que le PCF n'est pas assez rejeté et dénoncé. Car sur mon lieu de travail, je me suis bien aperçu que ce parti est contre les ouvriers et ne nous donnera rien.

DEVENEZ CORRESPONDANT DU JOURNAL Envoyez chaque jour vos critiques, vos suggestions, vos correspondances, vos propositions d'articles au QUOTIDIEN DU PEUPLE en téléphonant au 208 65 61 PARIS de 8 h 30 à 14 h

tion fiscale. C'est cela le système auto-gestionnaire. Je pense que ceci peut être intéressant pour répondre aux défenseurs de l'autogestion yougoslave !

Beaucoup de gens ont été impressionnés, à l'époque, par la manifestation de soutien à Franco organisée par le régime, et les images qu'ils avaient vues à la télévision. Nous avons reçu des lettres sur cette question. Les gens se demandaient si le peuple espagnol n'était pas trompé par le franquisme.

Il y a eu des pressions de toutes sortes faites sur les gens pour qu'ils aillent à Madrid. Des fonctionnaires et des employés de bureau recevaient une lettre officielle les invitant à aller manifester.

Dans les rues surtout, on n'ose plus parler, même pour dire des choses anodines. On va plus au café parce que tout peut sembler suspect à des fins en civil, tout peut être un prétexte pour qu'ils vous emmènent.

Et pourtant, la majorité du peuple était contre ces exécutions et l'a montré.

EN AVANT VERS LES 50 MILLIONS souscription du 13 au 18 octobre

Table listing subscribers from various cities like Lille, Rennes, Paris, Lyon, Roubaix, Nancy, Besançon, Orléans, Strasbourg, Reims, Dunkerque, P. B. St Egrève, B. Charleville, Ivry. Includes columns for name, address, and amount.

JE SOUSCRIS

Subscription form with fields for name, profession, address, and amount (10 F, 50 F, 100 F, F). Includes instructions to send to the newspaper's address.

Exiger la libération de nos camarades arrêtés. Pour l'A.S.E.C. Le Comité Exécutif. « 4 000 Marocains dans les Mines du Nord ». Maison des Jeunes et de la Culture de Saint-Marceau. Nous vous proposons de publier dans le « Quotidien du Peuple » le programme du club de notre M.J.C. pour le dernier trimestre 1975.

LES TRAVAILLEURS ET LA CRISE

le responsable des difficultés : la conjoncture

Pour faire accepter ces mesures de chômage partiel et de licenciements, un des points privilégiés de l'intoxication patronale est sans conteste, l'argument de la mauvaise conjoncture.

À la SMN, comme le coup du pétrole a fait long feu, la direction se rabat aujourd'hui sur le marché international et la baisse des commandes.

Une véritable campagne d'intoxication. Aussi c'est une véritable campagne d'intoxication que le patronat sidérurgique a organisé depuis plusieurs mois.

« Pour faire passer ces mesures anti-ouvrières, le patronat a mis la maîtrise et quelques chefs dans le même bateau, que l'on ne peut s'en sortir que tous ensemble. Ainsi, quand il a vu qu'un débrayage se préparait sur la question des classifications, il a réuni tout le monde et, la mine triste et la main sur le cœur : « J'ai pris des risques en acceptant de faire repartir cette usine. Je veux bien continuer à me donner du mal, mais il faut que chacun y mette du sien ; si vous me mettez des bâtons dans les roues, je mets la clé sous la porte. »

« 15 jours par mois, peut-être. Puis, les menaces de licenciements qui circulaient, - On va vider les femmes qui travaillaient encore dans le trust, ou encore : - Toutes celles dont le mari travaille aussi dans la société. Mais les gars ont bien réagi et demandaient pourquoi on ne vidait pas plutôt les pensionnés militaires. Seulement quand la maîtrise a parlé de licenciement, ils ont dit : « Ça va, mais les autres boîtes ont des difficultés et ça finira bien par nous retomber sur le nez à la longue. »

« A Caen, toute la tactique de la direction dans la période a été de ne pas trop préciser les choses : dates de chômage, secteurs touchés, indemnisations... afin de créer une situation d'attente et d'éviter toute réaction. Le reste de la méthode enfin, a consisté à développer le pessimisme quant à l'avenir : « La direction prévoit le pire pour la fin de l'année et à plus long terme, elle est dans l'ignorance de ce qui se passe. »

« A Besançon, l'expérience que les Lips ont acquise dans leur longue lutte les a rendus très méfiants. La tactique de Neuschwander rencontre des résistances importantes. Des chaînes entières sont montées à plusieurs reprises dans les bureaux pour exiger une remise en ordre des classifications. Les hésitations subsistent pourtant, quant au devenir de la boîte : un gars disait l'autre jour devant l'usine : « on entend par moments dire dans l'usine que nos salaires ne sont pas les plus bas de la région et que maintenant que l'on travaille, il ne faut peut-être pas risquer de faire couler la boîte. »

« En Lorraine, région la plus menacée par les 30 000 licenciements, la ritournelle patronale est plus cynique. D'un côté, on chasse les travailleurs licenciés de SACLOR en 71 qui s'étaient fait embaucher à l'ARBED, sous le prétexte sui-

Pour faire accepter les mesures de licenciements, le chômage partiel ou les augmentations de cadences, la bourgeoisie emploie tout un ensemble d'arguments, ce sont les commandes, la concurrence, etc. tous arguments qui, quant au fond, reviennent toujours à la même chose, « ce n'est pas de notre faute, il faut accepter les sacrifices. » Quelles explications sont données par les patrons, comment les travailleurs y réagissent, comment analyser la situation, quelle est la vision juste, quelle est la vision fautive, c'est ce que nous avons commencé à analyser aujourd'hui dans trois entreprises, mais est-ce suffisant ? Bien évidemment non, c'est pourquoi il faut élargir l'enquête, prendre en mains le débat en envoyant ou en téléphonant ce qui se passe dans votre entreprise, les arguments patronaux, les réactions des travailleurs, l'analyse que vous faites de la situation, vos suggestions et vos critiques afin qu'ensemble et par le débat, nous construisions le point de vue le plus juste possible sur la situation actuelle.

Demain, nous essaierons de voir quelles conceptions de la crise dégagent les travailleurs de la situation actuelle, comment ils analysent le jeu de la bourgeoisie.

comment réagissent les travailleurs

Cet ensemble d'arguments amène certains ouvriers de la SMN à une certaine temporisation, comme le reflète ce lamineur interrogé au poste 4 : « La situation pour nous aujourd'hui c'est flou, on entend des bruits, on risque le chômage, est-ce vrai, est-ce faux, on n'ensait rien. On attend pour voir ce qui va se passer, le danger on le sent, on ne le voit pas, les syndicats ne font rien, on ne sait pas où on va, d'ailleurs, on le savent-ils ? Et puis justement ceux qui ont été mis en chômage partiel ont été réembauchés dans d'autres secteurs et ils n'ont rien perdu jusqu'ici. Pour moi le patron peut réduire les horaires du moment qu'il paye ! »

Situation d'attente, mais d'attente relative, car dans l'usine personne n'oublie les bénéfices florissants de l'année passée, les investissements récents aux USA : achat d'une mine de charbon comme Usinor, achat d'une mini-acierie à 150 kms de New York et mise en route il y a une semaine de la mini-acierie de Montereau. Ce qui fait dire à beaucoup d'ouvriers dont cet accrocheur de la gare : « à la SMN ça marche, pour moi il y a une situation voulue par la direction et le gouvernement pour donner l'impression que les commandes diminuent et freiner les revendications... »

« A Besançon, l'expérience que les Lips ont acquise dans leur longue lutte les a rendus très méfiants. La tactique de Neuschwander rencontre des résistances importantes. Des chaînes entières sont montées à plusieurs reprises dans les bureaux pour exiger une remise en ordre des classifications. Les hésitations subsistent pourtant, quant au devenir de la boîte : un gars disait l'autre jour devant l'usine : « on entend par moments dire dans l'usine que nos salaires ne sont pas les plus bas de la région et que maintenant que l'on travaille, il ne faut peut-être pas risquer de faire couler la boîte. »

« A Caen, toute la tactique de la direction dans la période a été de ne pas trop préciser les choses : dates de chômage, secteurs touchés, indemnisations... afin de créer une situation d'attente et d'éviter toute réaction. Le reste de la méthode enfin, a consisté à développer le pessimisme quant à l'avenir : « La direction prévoit le pire pour la fin de l'année et à plus long terme, elle est dans l'ignorance de ce qui se passe. »

« En Lorraine, région la plus menacée par les 30 000 licenciements, la ritournelle patronale est plus cynique. D'un côté, on chasse les travailleurs licenciés de SACLOR en 71 qui s'étaient fait embaucher à l'ARBED, sous le prétexte sui-

attendre ou amorcer la lutte

reportage et débat



l'usine fonctionne normalement, c'est toujours la même politique de chantage au chômage qui est employée afin de faire payer les restructurations aux travailleurs, aujourd'hui d'après les premiers éléments de notre enquête, les travailleurs exigent de savoir où ils vont, comment ça va tourner, est-ce le cas général ? Quelles réponses sur la situation faut-il apporter pour développer les luttes ? Quelles sont les premières ripostes à apporter à la politique de la bourgeoisie ? Voilà un premier point à aborder après cette première présentation des choses.

interview d'un delegue syndical de jaeger-Caen

Le Quotidien du Peuple : Un des arguments sur lequel les patrons s'appuient pour freiner les luttes, c'est la mauvaise conjoncture.

On entend souvent les uns dire : « ce n'est pas le moment de lutter car il y a des menaces de chômage. » Qu'en penses-tu ?

« La direction comptait beaucoup sur la peur. Elle pensait que les filles n'oseraient pas bouger, que le baratin sur la crise les ferait tenir tranquille. - Et bien, les filles ont débrayé trois fois pour aller demander des comptes à la direction, toutes ensemble. Alors, bien sûr, le chef du personnel s'est mis à pleurer : « vous savez, nous, on voudrait bien, mais la conjoncture, nos clients, etc... »

« Comment les filles ont réagi ? - Concrètement, qu'est-ce que ça veut dire ?

« Eh bien, l'exemple le plus frappant nous a été donné au cours d'une réunion de C.E. au mois de mai. Le patron nous dit : « l'usine ne tourne pas à son niveau de capacité. On sort 3200 compteurs par jour et il faut en sortir 3500. Dix minutes après, il annonce deux jours de chômage pour le mois. Faites le calcul : les 300 compteurs en plus par jour, c'est la production des deux journées chômées. Un autre élément aussi, c'est la prévision de travail ; les patrons calculent au plus juste de façon à ne pas faire de stocks de produits finis. Comme le dit le PDG : « il faut économiser dans tous les domaines. »

« Quelles conclusions tires-tu de cette action ? - D'abord toutes les filles pensent que la prime de 200 francs, c'est pas ce qui va régler leurs problèmes pour les mois à venir et elles sont sorties du bureau en donnant rendez-vous, dans un mois, au chef du personnel. Mais ce qui nous a le plus surpris, c'est la panique des patrons et la rapidité avec laquelle ils ont donné cette prime. Tu sais, chez Jaeger, c'est comme ailleurs, ils ne les lâchent pas facilement. Moi, je pense que ça confirme bien ce que je disais au début : dans une situation où ils ont des difficultés, 1° : ils veulent les faire payer aux travailleurs, et 2° : ils ont tout intérêt à ce qu'il n'y ait pas de grain de sable qui vienne coincer leur mécanique fragile.

« Quelles autres mesures ont-elles été prises ? - Ils ont fait passer les ouvrières de postes en horaire normal, ce qui leur permet de ne plus payer la prime de panier d'environ 200 F par mois, ni la demie heure de casse-croûte.

« Mais justement, comment ont réagi les ouvrières face à cette perte importante de salaire ?

politique

**NOUVELLES ARRESTATIONS DE MILITANTS AUTONOMISTES BRETONS PAR PONIATOWSKI** *Suite de la une*

Ce développement capitaliste s'est accompagné d'une extrême centralisation administrative, qui s'est trouvée renforcée avec l'impérialisme. L'interpénétration profonde entre l'Etat et le capital financier fait qu'aujourd'hui les choix de la bourgeoisie, en ce qui concerne le développement économique régional, sont essentiellement du ressort des cabinets ministériels. L'implantation d'un complexe sidérurgique à Fos-sur-Mer, des crédits pour telle entre-

prise d'automobiles, les mesures pour l'agriculture, l'aménagement régional, tout est soumis aux décisions d'ensemble que prend la bourgeoisie par l'intermédiaire de son Etat.

Enfin, pour mieux soumettre les masses populaires à sa domination, la bourgeoisie a exercé une oppression culturelle très forte. Elle a combattu, pour les faire disparaître, les particularités culturelles spécifiques de différentes régions. Elle a ainsi cherché à étouffer la pratique des langues et cultures populaires, comme la musique.

Pendant des dizaines d'années, la bourgeoisie a pu faire accepter aux masses ce type de développement de la société, faire accepter «les conséquences inévitables de la société industrielle» ; mais aujourd'hui, l'extrême centralisation administrative, l'inégalité de développement régional, l'étouffement des cultures populaires sont des facteurs de la crise.

A travers des luttes contre les fermetures d'entreprises, des Tanneries d'Annonay au kaolin de Berrien, en passant par Fougères et Chateauroux, les travailleurs refusent le choix du chômage ou de l'exode (qui n'offre d'ailleurs pas nécessairement la garantie d'un emploi). Et l'on a pu voir chez les jeunes postiers de Paris, dans la grève de l'an dernier, s'exprimer l'espoir de pouvoir retourner tra-

vailler et vivre dans leur pays ; le renouveau culturel qui se manifeste en Bretagne, par exemple, est dû à l'intérêt croissant, dans la jeunesse notamment, pour la langue et les traditions culturelles populaires afin d'exprimer les luttes actuelles des ouvriers et des paysans.

Ce mouvement, cette protestation des masses visent à faire éclater le carcan, l'oppression que leur fait subir le capitalisme. Les tentatives passées de la bourgeoisie pour dévoyer les aspirations régionales dans des voies réactionnaires de nationalisme régional (le Breizh Atao, par exemple) ou d'un réformisme régional comme le CELIB, ces tentatives sont aujourd'hui contrebalancées par la voie de la lutte contre le capitalisme, l'affirmation dans les mouvements régionaux de l'importance décisive des luttes ouvrières et paysannes, l'affirmation de la lutte pour le socialisme. C'est dans ce contexte que le gouvernement essaie de définir une politique régionale. Elle consiste pour une part à réprimer les mouvements régionaux, à tenter de constituer une concurrence entre régions. Tandis que Poniatowski s'occupe de la Corse et des mouvements bretons, Giscard accorde quelques crédits à l'Auvergne pour s'y constituer des bases électorales laissant, entre autres, l'Aquitaine de Chaban Delmas en dehors de cette distribution.

Mais, il est clair que la bour-



La politique régionale du gouvernement : c'est l'envoi des CRS contre les manifestants ; ici, un travailleur du Joint Français exige des comptes.

geoisie, en raison de la logique propre du développement capitaliste, ne peut répondre aux revendications régionales. Et ce n'est pas les tentatives de duperie proposées par l'Union de la Gauche, par Servan-Schreiber et Chaban-Delmas, en réclamant des assemblées régionales élues, qui pourront résoudre les contradictions du capitalisme.

Les aspirations des masses à travailler et vivre dans leur région, la volonté qu'elles expriment de la voir se développer économiquement et culturellement entraînent ainsi une aggravation des difficultés politiques de la bourgeoisie. Dans le même temps, les travailleurs des grandes concentrations urbaines, victimes de conditions

de vie et de travail aberrantes, rejettent l'organisation capitaliste de la société.

Dans tout le pays, grandit la volonté de construire une autre société : une société, puisant sa vitalité dans celle des masses populaires elles-mêmes, respectant les particularités culturelles, une société qui, les ouvriers et les paysans exerçant pleinement leur pouvoir, verra un développement économique harmonieux de chaque région et de l'ensemble. C'est possible en rassemblant dans un puissant mouvement contre la bourgeoisie, toute l'énergie révolutionnaire qui se concentre dans chaque région.

Fabien VAUDOIS

**en bref**

**LE FILS DE BREJNEV PRIS LA MAIN DANS LE SAC.**

Yuri Brejnev, fils de Léonid, haut fonctionnaire du ministère du commerce extérieur de l'U.R.S.S., est très en colère : il a été surpris à la sortie de son palace alors qu'il allait passer une folle nuit parisienne, en commençant par un spectacle de strip-tease au Crazy Horse.

Mais quelques payes mensuelles d'un ouvrier Russe gaspillées en une soirée dans une boîte « sélect » ne suffisent pas à Yuri : il compte prendre un peu plus tard des vacances... les distractions parisiennes, c'est tellement fatigant ! Et ces vacances, il les prendra en Afrique... où il est propriétaire d'une concession de chasse. Dans la voie de la dégénérescence, les dirigeants soviétiques sont bien placés.

**EDMOND SIMÉONI TOUJOURS DÉTENU**

La Cour de Sûreté de l'Etat a rejeté, hier après-midi, la demande de mise en liberté provisoire d'Edmond Siméoni. Les décisions prises par cette juridiction de caractère fasciste étant directement celles du gouvernement, le maintien de Siméoni en prison signifie une volonté d'intensifier la répression contre le peuple Corse.

**NICOUD CHEZ GISCARD, LE 4 NOVEMBRE**

Nouvelle manifestation du «néo-libéralisme», Giscard a annoncé qu'il acceptait de recevoir Nicoud, responsable du CID-UNATI.

La politique du gouvernement pour se concilier les difficultés aggravées des petits commerçants victimes de la liquidation, déjà amorcée du temps de Royer, se poursuit donc. Que Nicoud accepte de rentrer dans un tel jeu n'est pas pour surprendre : les mouvements violents des dernières années animés par le CID-UNATI, ne pouvaient tromper sur l'orientation réactionnaire de ce mouvement.

Le Quotidien du Peuple (publication du PCR (ml))  
Adresse postale :  
BP 225 75 924  
Paris cedex 19

CCP n° 23 132 48 F Paris

Directeur de publication :  
Y. CHEVET  
Imprimé par L.M.F.  
Diffusé par les NMPP

*début de la discussion budgétaire*

**un déficit payé par les travailleurs**

Pour situer le cadre dans lequel doit être apprécié le budget de 1976 il est nécessaire de revenir en arrière, au budget de 1975.

**UN DEFICIT RECORD : 40 MILLIARDS DE F.**

Le budget de 1975 (voté au 4<sup>e</sup> trimestre de 1974) a en effet été fortement modifié à trois reprises, la dernière fois en septembre 1975 avec le « plan de relance ». Les dépenses ont été accrues de 21 milliards (8% d'augmentation) et on s'attend à un déficit budgétaire de près de 40 milliards pour 1975 (16% du budget). Cette situation n'est pas nouvelle en France : le budget n'a en effet été excédentaire que 4 fois en plus de 20 ans. Mais le déficit atteint en 1975 sera le plus important depuis 1966. Et ce phénomène est commun à tous les pays capitalistes développés (120 milliard de F. en R.F.A., 130 milliards de F. en Grande-Bretagne). L'aide accordée aux entreprises par l'Etat en est directement responsable : prêts à long terme avantageux et subventions dans le cadre du « redéploiement industriel », reports d'impôts pour soulager leur trésorerie, dégrèvements fiscaux... ont très largement grévés les fonds publics.

**COMMENT COMBLER LE « TROU »**

Les déficits budgétaires sont venus remplacer (quand il ne s'y ajoutent pas) les déficits du commerce extérieur. Mais si ces derniers se sont pratiquement résorbés d'eux-mêmes avec la chute des importations provoquée par la baisse de la production (par exemple une baisse de la production d'acier se traduit par une baisse des impor-

tations de minerai de fer et de charbon), on ne peut en attendre autant des déficits budgétaires. Toute diminution des affaires se traduit en effet automatiquement par des rentrées d'impôts moins élevées. Le problème auquel tous les gouvernements des pays capitalistes sont maintenant confrontés est donc de combler le « trou » dans les caisses de l'Etat. Comme il n'est pas question de recourir à l'emprunt, qui concurrencerait les entreprises dans leur recherche de moyens de financement, il ne reste pratiquement pas d'autre solution que la « planche à billets ». C'est la décision qu'a déjà prise pour sa part le gouvernement français, au risque d'accroître ainsi l'inflation. Une fois de plus la bourgeoisie fait donc retomber sur les travailleurs le poids des difficultés qu'elle rencontre.

**BUDGET 1976 : UN « BUDGET D'ATTENTE »**

Aussi le projet de budget pour 1976 présenté au Parlement est-il pour l'essentiel un « budget d'attente ». Le gouvernement veut d'abord voir comment évolue la situation avant de décider une relance ou un freinage de l'activité économique. D'ores et déjà une modification est envisagée au printemps pour corriger le tir si le besoin s'en fait sentir.

Le budget est présenté en équilibre, les ressources (294,3 milliards) devant dépasser légèrement les dépenses (292,9 milliards, auxquels s'ajoutent 1,2 milliards de la différence entre les prêts accordés par l'Etat et les remboursements qui lui sont effectués). L'accrois-

sement des dépenses par qui lui sont effectués). L'accroissement des dépenses par rapport au budget initial de 1975 est de 13,1%, mais seulement de 5% par rapport au budget rectifié, ce qui, compte-tenu d'une hausse des prix prévue de 8,1% aboutirait à une diminution en valeur réelle. Le poids du budget dans le revenu national diminuerait, passant à 20,6%.

**UNE RELANCE DE LA HAUSSE DES PRIX OU DES IMPOTS PROBABLE EN 1976.**

Ces objectifs paraissent utopiques. D'autant plus que les prévisions gouvernementales ont été systématiquement truquées (voir encadré ci-contre). En fait la croissance prévue pour la production a fort peu de chance d'être réalisée, car on ne voit pas comment on passerait d'une baisse de 2,5% en 1975 à une hausse de 4,6% en 1976. Dans ces conditions le budget redeviendra déficitaire, les recettes n'atteignant pas le montant prévu. De plus la hausse des prix dépassera sans doute les 8% annoncés, si bien que le gouvernement devra soit comprimer très sévèrement les dépenses publiques (en laissant se dégrader les salaires des travailleurs de l'Etat, ou en rognant sur les équipements collectifs), soit augmenter encore les impôts, s'il ne veut pas laisser s'accroître le déficit. Dans l'un et l'autre cas ce sont les travailleurs qui feront les frais de l'opération. D'ores et déjà le gouvernement s'y prépare, en demandant au Parlement le droit de modifier le montant et les dates de versement des acomptes provisionnels de l'impôt sur le revenu.

**UN BUDGET QUI ANNONCE PEU DE CHANGEMENTS.**

Nous reviendrons dans les prochains numéros sur les mesures prévues par le budget 1976. Disons déjà que rien de bien nouveau n'est annoncé. Du côté des dépenses, sont prévues surtout un accroissement des subventions aux différents régimes de sécurité sociale et d'allocations familiales pour tenir compte des modifications déjà introduites (en particulier l'extension de la sécurité sociale), des crédits pour l'emploi (en raison de l'augmentation du chômage et du transfert des entreprises à l'Etat d'une partie du coût du chômage partiel), et des subventions aux entreprises nationalisées.

Du côté des recettes : des modifications diverses au barème de l'impôt sur le revenu, présentées comme des allègements par le gouvernement, mais qui n'empêchent pas qu'il augmentera de près de 40% (20 milliards de plus), le relèvement des taxes sur le tabac, l'alcool et le tiercé (1,9 milliards de plus), tout cela essentiellement supporté par les travailleurs. Et pour faire bonne mesure, une augmentation symbolique des impôts payés par les sociétés pétrolières (moins de 0,7 milliards) et les très gros revenus (seulement 130 millions).

Un projet de budget qui ne prévoit donc aucun changement important pour les travailleurs, et qui est significatif de la politique de « pilotage à vue » de l'économie à laquelle en est réduite la bourgeoisie dans la situation actuelle.

Jacques DUBREUIL

## luttons ouvrières

## COMSIP " ce qu'on veut, c'est garder notre emploi "

La zone industrielle de Rueil, dans la banlieue Ouest de Paris, un groupe d'immeubles modernes, une grille qui l'entoure et, au-dessus de l'entrée, une large banderole « Non aux 750 licenciements ». C'est le siège social de « COMSIP Entreprise ».

Le 8 octobre, dès l'annonce des licenciements, les chantiers se mettent en grève, les agences de province sont occupées. Le lendemain, c'est le tour du siège, ici, à Rueil.

Depuis la fusion qui a donné naissance à COMSIP, il y a deux ans (voir encart), c'est plus de 1 100 travailleurs qui ont dû quitter l'entreprise. Mises à la retraite anticipée, mutations, modifications de contrats de travail... les conséquences de la restructuration ne se sont pas fait attendre. « Ce qu'ils veulent, nous dit un employé, c'est liquider les chantiers, transformer la boîte en société d'engineering ».

« D'ailleurs, il suffit de regarder la répartition des licenciés pour voir que, sur les 750, tu as 597 ouvriers. Ils disent que les chan-

tiers ne sont plus rentables, mais la vraie raison, je crois, c'est que c'est là qu'on est le plus de syndiqués, les plus anciens dans la boîte aussi, et puis, ils n'ont toujours pas digéré la grève de 74 ». En 1974, nous explique ce monteur, militant CGT, il avait fallu cinq semaines de lutte, principalement en province, pour arracher des augmentations de salaire et le 13<sup>e</sup> mois. « C'est cela qu'ils remettent en cause, aujourd'hui ».

Le 14 octobre, devant les grilles de l'entreprise occupée, la direction organise un vote du personnel travaillant au siège social. La manœuvre est claire : couper le personnel du siège de l'ensemble des travailleurs de l'entreprise. C'est un échec, plus de la moitié du personnel du siège refuse de participer au vote. Dans le même temps, huit délégués sont assignés devant le tribunal des référés de Nanterre. « Ils veulent nous intimider, mais apparemment, ils ne sont pas très sûrs d'eux-

mêmes, le jugement a déjà été repoussé deux fois... »

Aujourd'hui, la lutte s'organise. Des commissions ont été mises en place, notamment pour la coordination entre les différentes agences, pour la sécurité, la popularisation, l'accueil...

La discussion vient sur les luttes qui se déroulent aujourd'hui. « Depuis qu'on occupe, on suit de plus près l'actualité, jamais on aurait pensé qu'il y avait autant d'usines en lutte ». « oui, mais l'an passé, je ne crois pas que les gars auraient bougé pareil. On nous présentait les choses comme si la catastrophe était pour demain... Aujourd'hui, quand le patron dit que les chantiers ne sont plus rentables, les gars haussent les épaules, rentable ou pas, nous ce qu'on veut, c'est garder notre emploi ».

Garder leur emploi, c'est pour cela qu'ils se battent depuis deux semaines.

Pierre MOREL

## en un an, deux fois plus de chômage



D'après les chiffres officiels, sur mille salariés, il y avait, fin septembre, 55 chômeurs. Pour certaines régions, comme celles du Sud, de l'Ouest, le Nord-Pas-de-Calais, ils sont beaucoup plus nombreux, jusqu'à 81 pour mille.

L'augmentation du nombre de

chômeurs est énorme : plus de 86 % en un an, sur l'ensemble du pays. Avec des régions où il s'accroît beaucoup plus vite, comme la région Rhône-Alpes (+ 100 %), la Haute-Normandie (+ 109 %), la Picardie (+ 118 %), la Franche-Comté (+ 143 %), et surtout l'Alsace (+ 169 %).

## LOURDELET : après la reprise, des questions sur la conduite de la lutte

A Lourdelet, le travail a repris. Le patron a cédé sur la prime de marche et reculé sur les 41 licenciements. Mais les ouvriers doivent rester vigilants, car il est encore question de 16 licenciements pour fin décembre.

Vigilants, car comme nous le disait un ouvrier, « on a conscience qu'on ne peut jamais faire confiance aux patrons, on l'a bien vu pendant la grève » : non seulement la dizaine de cadres a entilé des bleus de travail et s'est mise au boulot pour casser la grève, mais encore le directeur lui-même s'est mis aux machines, tout ça pour produire du papier qu'on a mis directement aux « vieux papiers » !

Depuis septembre, de nombreuses luttes se sont menées dans les grands magasins. Le Quotidien du Peuple fera bientôt le point de ces luttes en réunissant des employés qui y ont participé, en interviewant des responsables syndicaux, etc...

Aussi, nous demandons aux employés des grands magasins d'envoyer, dès maintenant leurs témoignages sur leurs luttes, leurs conditions de travail... au journal.

Vigilance par rapport au patron, c'est clair pour tout le monde, après ce qu'ils ont vu.

Certains ouvriers se posent d'autres questions, comme ce syndiqué CGT, qui a participé à la grève et en tire les leçons suivantes : pourquoi les délégués CGT ont-ils refusé de communiquer la liste des 41 licenciés, et refusent-ils toujours de dire qui est menacé par les 16 licenciements en suspens ? Pourquoi laissent-ils entendre qu'il y a des cadres et des administratifs dans la liste ce qui n'encourage pas les travailleurs à lutter, après ce qui s'est passé avec les cadres. Cette attitude, loin de mobiliser les ouvriers, entretient un climat défaitiste, le découragement. Témoin, cet ouvrier combatif, qui a participé à la lutte, mais qui s'apprête à quitter l'usine avec l'idée que le patron parviendra un jour ou l'autre à liquider la boîte. Pourtant, les ouvriers viennent de faire reculer le patron. Alors pourquoi ces idées, parmi les grévistes ?

Cela pose directement la question de la direction de la lutte. Quelle perspective ? Est-ce vraiment les travailleurs qui ont dirigé la lutte ? Ils voulaient connaître la liste des licenciés, on leur a refusé. Ils voulaient populariser leur lutte, avoir le soutien

de la population par des collectes : ils viennent de reprendre, et ils ne connaissent toujours pas le montant des collectes, sinon les 50 F qu'ils ont reçus par semaine, ce qui est bien peu.

Bien sûr, les faux communistes du PCF croient se mettre à l'abri des accusations en se targuant du « soutien » qu'ils apportent aux luttes. Mais il y a une façon de soutenir qui ressemble comme deux gouttes d'eau à de la récupération.

Soutenir les travailleurs en lutte, c'est leur donner confiance dans leur force : ils n'étaient pas seuls à lutter, ceux de Lourdelet. D'autres usines étaient en lutte au même moment, à Aubervilliers. Qu'est-ce qui a été fait pour les faire se rencontrer, s'aider, se renforcer mutuellement ? Les révisionnistes s'agitent surtout quand il faut que les Lourdelet viennent appuyer leur projet politique par une présence au meeting de Marchais.

Assez de ce faux soutien qui vise à faire appuyer ses propres propositions et non celles des travailleurs. A Lourdelet, la menace de 16 licenciements plane toujours. Les travailleurs sont décidés à s'y opposer. Pour cela, ils doivent redoubler de vigilance par rapport à ces faux amis de la classe ouvrière.

Corr. Aubervilliers

## EVACUATION CHEZ PROCAL

Le tribunal des référés de Chaumont (Haute-Marne) a ordonné l'évacuation de l'usine PROCAL (matériel pour l'automobile). Les travailleurs occupaient l'usine depuis une semaine, pour obtenir des augmentations, et pour exiger l'embauche de personnel : ils refusaient de travailler davantage pour « honorer » de nouvelles commandes passées à PROCAL.

CHEVAL à Ecole dans le Doubs. Grève avec occupation pour 150 F d'augmentation pour tous, 300 F de prime de fin d'année et la révision des classifications.

BLIN (livraison de produits alimentaires) à Rennes. Grève depuis le 6 octobre, contre le licenciement d'une employée (militante du Mouvement Rural de la Jeunesse Catholique), et pour l'augmentation des salaires (1 800 F pour les bureaux et les manutentionnaires, 2 200 F pour les chauffeurs), pour la semaine de 40 h et le treizième mois.

CANET à Romchamp. L'usine est occupée par la majorité des 80 employés pour toucher le salaire de septembre et prévenir tout licenciement, alors que l'usine de sous-traitance est mise en règlement judiciaire depuis le 15.

RECTIUS-HORA (fabrique de montres) à Morteau. La lutte pour l'emploi continue. Les ouvriers avaient repris le travail après avoir reçu la paie d'août. Mais l'entreprise parle à nouveau de fermer. Les ouvriers sont décidés à se battre et multiplient les collectes, tracts pour populariser leur lutte. Et cela dérange un peu la bonne société du coin : le fils du patron de RECTIUS-HORA a renoncé à se marier en calèche (!), au Gras, village proche de Morteau, parce qu'il craignait une intervention des ouvriers. Les gendarmes de Morteau ont protégé son mariage.

## grève au chantier LEX

La totalité des ouvriers (40) du chantier LEX (CGEE-Alsthom) : électrification de la ligne St Lazare-Versailles sont en grève illimitée pour de justes revendications de salaire, depuis le 15 octobre.

Les ouvriers (en majorité des travailleurs immigrés) ont été embauchés pour effectuer un travail de jour, exemple : le chantier de Tourman-en-Brie.

Le travail de nuit effectué actuellement sur le chantier de St Lazare leur est imposé par la CGEE-Alsthom liée par un contrat à la SNCF et doit donc être considéré comme exceptionnel et rémunéré à 100 % comme le prévoient les conventions collectives et non à 50 % (comme actuellement).

## BERLIET : AUGMENTATION DES CADENCES ET JOURS CHÔMÉS

Depuis lundi dernier, la production de camions est en augmentation à CD 1, atelier de montage. La direction a l'intention de faire passer la production de 14 véhicules à 26 sur la ligne 1. Il s'ensuit pour les travailleurs une très forte augmentation des cadences et une dégradation de leurs conditions de travail. La colère des ouvriers est grande, quand on sait que l'on doit encore chômer deux jours en octobre et que certainement d'autres jours chômés vont suivre.

Aussi, une réunion d'information des travailleurs s'est tenue pour décider de l'action à mener contre l'augmentation des cadences. Dans un tract, diffusé le jour de la réunion, le PCR (ml) a appelé les travailleurs « à défendre leurs intérêts de classe, en s'opposant à la logique capitaliste qui consiste à nous faire travailler plus pour chômer ensuite. A engager l'action sans attendre pour exiger la diminution des cadences, première étape d'une lutte pour exiger :

- le paiement à 100 % des jours chômés,
  - l'arrêt des licenciements prévus.
- Dans leur volonté de lutte, les travailleurs auront à affronter le défaitisme des directions syndicales : quand on leur parle des cadences, ils lèvent les bras au ciel ».

Correspondant BERLIET (Lyon)

## ils ont obtenu :

AREACEM, à Tourouvre, dans l'Orne, après une grève d'une semaine, les 500 travailleurs de cette usine de disques, ont repris le travail : leurs principales revendications ont été satisfaites : 1 500 F minimum, 7 % d'ici décembre, prime de 10 % du salaire pour travaux nocifs.

ATELIERS RENAULT à Limoges : les travailleurs ont repris le travail après avoir obtenu une augmentation de 125 F et une prime de fin d'année de 225 F.

## TRAVAILLEURS IMMIGRÉS EN LUTTE

## DUCO A STAINS

Huit travailleurs marocains sont menacés de licenciement chez Ducou à Stains. Ils avaient été embauchés avec des contrats d'un an, le patron était venu les chercher directement au Maroc en leur faisant de belles promesses. Aujourd'hui, il veut s'en débarrasser, il les a « choisis » parmi ceux qui le gênaient le plus : « On ne veut pas de gars qui violent trop loin, qui soient trop intelligents » a-t-il dit. Ces ouvriers risquent d'être mis en situation irrégulière, le Commissariat essayant de leur reprendre le récépissé provisoire de trois mois qu'il leur avait fourni, comme la loi l'y obligeait. Ils pourraient alors être expulsés. Dans l'usine, la lutte a commencé pour les soutenir : jeudi 16, de nombreux travailleurs ont débrayé.

## FOYER R.ROLLAND A SAINT-DENIS

Depuis 9 mois, les travailleurs immigrés du Foyer Sonacotra font la grève des loyers, pour obtenir :

- la liberté dans le foyer,
- la démission immédiate du gérant provocateur,
- le retour à l'ancien loyer de 1971,
- de meilleures conditions matérielles dans le foyer.

La Sonacotra a menacé de les faire expulser du foyer. Mais les travailleurs sont résolus à poursuivre la lutte jusqu'à la victoire. Ils prennent en mains l'explication de leur lutte auprès de tous les travailleurs, et la coordination avec les autres foyers en grève, comme le foyer Allende.

# LE NOUVEAU REGLEMENT MILITAIRE

## vers la mise au pas ?

L'arrivée de Giscard au pouvoir coïncide avec une aggravation des contradictions au sein de l'armée, principalement par le lancement de la première offensive organisée des appelés : l'appel des 100. Puis ce sera à partir de la fin de l'été 74 les manifestations de Draguignan, Karlsruhe, Verdun ; ceci débouchant sur la multiplication des comités de soldat dans les casernes à compter du début 1975. Dans le même temps, une « grôgne » se développe chez les sous-officiers d'active mécontents de leur statut et critiquant les « privilèges » des officiers.

Fidèle à sa tactique démagogique de réforme et de libéralisation, Giscard va tenter de donner satisfaction à tout le monde (une performance) ou tout au moins de le faire croire. D'abord les sous-officiers : des commissions de travail débouchant sur l'élaboration d'un nouveau statut. Ensuite ceux qui limitent les aspirations des appelés à de simples revendications : quelques avantages - au demeurant réels - tels que l'augmentation des soldes et l'octroi de quelques voyages gratuits, le tout arrosé de mesures pseudo-libérales comme la suppression de l'appel du soir et du salut hors service ainsi que le port de la tenue civile hors des casernes. Mais la pièce maîtresse, le nouveau règlement de discipline générale, entré en vigueur le mois dernier, gageons qu'elle rassurera - momentanément du moins - nos bons bourgeois et nos chers officiers au sommeil quelque peu troublé ces derniers temps.

Certes, sa présentation générale met ce règlement à la sauce libérale : il est plus court et plus concis que le précédent (40 articles au lieu des 106) : ont été enlevés tous les articles touchant au protocole, aux cérémonies, aux lois et coutumes de la guerre, les autres articles ont été épurés de tous les détails. Ainsi on prétend nous présenter un règlement « libéral » qui définit plus un « esprit » et un mode de vie dans la collectivité militaire que des règles rigides de fonctionnement. Il s'agit là certainement d'une réforme hardie, d'autant plus hardie qu'on retrouve le tout ou presque dans un texte annexe dit « d'application du règlement de discipline générale ».

Mais lorsqu'on étudie de près les articles du dit règlement, on peut mesurer la profondeur des réformes sur son esprit. Pour ce qui est de l'initiative laissée au subordonné, l'article 8 nous renseigne : « en toutes occasions, il (le subordonné) cherche à faire preuve d'initiative réfléchie et doit se pénétrer de l'esprit et de la lettre des ordres » au lieu de « le subordonné doit donc se pénétrer, non seulement de la lettre des ordres, mais aussi de leur esprit... ». Tiens, un nouvel article : « conformément à la loi, le militaire a le devoir de ne pas porter atteinte à la neutralité des armées dans le domaine philosophique, religieux, politique ou syndical » (art. 10). D'où l'interdiction d'adhérer à un groupe politique ou d'avoir quelque activité politique ou syndicale que ce soit.

Quant à la liberté de la presse, l'article 23 précise : « il est interdit

d'introduire des publications, quelle que soit leur forme, visées par la loi et cherchant à nuire au moral ou à la discipline. Il est également interdit de les détenir. » Ainsi il suffit donc, pour un journal, d'appeler au soutien des luttes ouvrières pour se voir interdit mais la loi permet, comme au 126 RT au le » (PFN ex Ordre Nouveau) d'être exposé à la vente au foyer. Encore de la neutralité... Enfin, on ne trouve pas moins de 10 articles définissant le régime des punitions, soit exactement le quart du texte...

A propos de ces punitions on trouve en annexe le texte « fixant le barème des punitions disciplinaires

applicables aux militaires ». Présentant le nouveau règlement et le nouveau barème de punitions à son escadron, un capitaine a dit : « Faites attention, on vous donne plus de libertés mais en échange, tout coûte maintenant plus cher. » Nous avons vu ce qu'il en était des libertés, qu'en est-il de cette augmentation des « tarifs » ? On remarque d'abord la disparition des Tours de Consigne (TC) (interdiction de sortir de la caserne) au profit des arrêts simples (AS) (passer la nuit au trou), ainsi le motif 130 « se rendre physiquement inapte à un travail ordonné » (avant 30 TC - maintenant 30 jours AS), le motif 276 : « Répondre à l'appel pour un

camarade absent » (4 TC avant - 4 jours AS maintenant) etc...

De même, un certain nombre de motifs passent des arrêts simples aux arrêts de rigueur (AR), (au trou toute la journée) c'est le cas par exemple du motif 322 « désobéir sciemment à un ordre donné » (30 AS - 15 AR). D'autre part, d'une manière générale, la durée de la sanction est augmentée, lorsqu'elle n'est pas doublée ou triplée. Par exemple, les motifs : 215 « Faire de la propagande anti-militariste ou anti-nationale » (30 AR - 60 AR), 251 « Commettre une indécence grave » (20 AR - 60 AR). Certains motifs voient la sanction changée de nature et aggravée comme le motif 421 « Quitter son poste sans autorisation » (30 AS - 60 AR). Enfin on note quelques motifs nouveaux tels le 218 « Ne pas apporter son concours à une autorité » (15 AS).

Ainsi derrière une façade libérale, on trouve un règlement renforçant la répression dans les casernes. Si toutes les formes de « délits » sont plus sévèrement réprimées qu'auparavant, il faut noter que « les délits » politiques sont les plus visés : dans la majorité des cas on atteint le maximum infligeable : 60 jours d'arrêts de rigueur.

Par son nouveau règlement la bourgeoisie veut frapper mais si elle croit ainsi empêcher les luttes de soldats, elle risque fort de déchanter. Nouveau règlement militaire ou pas, refusons la mise au pas ! Engageons la lutte ! organisons-nous !



Manifestation à Draguignan

Pierre LE NOAN.

### MOI GILBERT, DIT «MINUS»,

### JEUNE RÉVISIONNISTE

Occupation de l'ambassade du Chili, occupation des ANPE, dernièrement l'arrêt du train Paris-Barcelone, les signes ne manquent pas de ce qu'on appelle le « gauchissement » de l'organisation de jeunesse du PCF.

Face aux conditions de vie qui se dégradent, au chômage qui les touchent de plus en plus, les jeunes entrent en lutte aux côtés des travailleurs.

Coincé entre son influence limitée dans la jeunesse et sa volonté d'avoir une large audience dans les masses populaires, le PCF lance actuellement une grande offensive pour faire de son organisation de jeunes une organisation forte et puissante (éditorial d'«Avant-Garde» : «Pour l'Union: 100 000 à la JC»)

Dans cette offensive, c'est l'adhésion à tout prix. Pour ça, de la boum publicitaire à la pire démagogie, tous les moyens sont bons. Ils sont conformes aux perspectives offertes par le PCF. Pour ce parti, «changer la vie» est devenu un des slogans préférés, notamment lorsqu'il s'adresse aux jeunes, mais il suffit de lire le journal de son organisation de jeunesse pour voir ce qu'il entend par là.

La JC qui cherche à attirer les jeunes, révoltés par le capitalisme, avec quelques actions d'éclat, justes mais sans lendemain, entend bien leur faire admettre la survie de la société bourgeoise. Une illustration en est le modèle de comportement proposé aux jeunes par la JC : c'est l'individualisme et tous les rapports sociaux imposés par la domination du capitalisme sur la société qui sont en définitive proposés comme modèle à la

jeunesse par l'organisation du P«C»F. Témoin, le numéro d'«Avant-Garde» de la rentrée. Dans ce numéro, entre la publicité pour Coca-Cola et celle pour Gini (avec de l'exotisme, du «mâle dominateur» et du «seins nus» parce qu'après tout ça fait vendre et ça coûte pas cher !), on nous présente l'article - support de cette campagne : ce qu'est aujourd'hui un jeune communiste : «Moi, Gilbert, dit«Minus», jeune communiste».

Notons au passage l'appel, même pas voilé, aux «gauchistes» : «Au plan de l'action, dit Minus, mon caractère impétueux me portait à l'action spectaculaire, sans réfléchir, bien sûr, aux conséquences (casser du flic à la fin des manifs, par exemple). J'avais une tendance gauchiste».

Ça, c'est le passé, grâce à la JC, où «même les gauchistes ont leur place», Minus s'est rééduqué et voilà ce que ça donne : «9 h. : Minus est accompagné de sa blonde «collègue», rencontrée dans le train, retour d'une manif en Avignon et qui le quitte pour aller au festival de pop et de rock à Orange». «Puis, dit le journaliste qui adapte son langage au modèle, on déjeune chez l'arabe du coin avec deux potes. Le vendredi, grasse matinée, puis repas plantureux au resto ». Ce n'est sans doute pas le repas du jeune chômeur. Ici, c'est le clin d'œil au petit-bourgeois qu'on veut recruter. Et lorsque Minus dit : «je suis issu d'un milieu ouvrier (il est fils

d'un contremaître dans la chaussure) où il fallait toujours jongler avec les finances » c'est pour préciser, assez loin du dilemme quotidien des familles ouvrières : «c'étaient les loisirs, les cours de piano pour ma petite sœur ou la bagnole ». D'ailleurs, s'il a adhéré à la JC, «le détonateur pour lui, a été la réflexion sur sa passion, le canoé-kayak».

«Et les filles ? » demande le journaliste d'«Avant-Garde» qui répond lui-même : «Il (Minus) n'a pas de «genre» particulier». «Des fois, c'est la nana qui fait le travail de drague » déclare Minus.

Et Minus, ce n'est pas n'importe qui. Il s'agit, nous dit «Avant-Garde» d'un membre du bureau fédéral de la JC, qui, en ayant fait 234 adhésions, est le numéro 2 au concours national du meilleur racoleur de la JC. «Visiblement, pour ses camarades, note le journal, Minus, c'est le caïd».

Mais, il y a tous ceux qui ne veulent pas être des Minus, des caïds, et qui rentrent encore à la JC, parce qu'ils croient entrer dans une organisation de lutte anti-capitaliste. L'offensive de racolage de la JC, telle qu'elle est menée, avec le modèle qu'elle propose, ne peut qu'aider à voir à quoi se réduisent les objectifs du PCF pour la jeunesse et tous les travailleurs. L'UCJR, en rassemblant la jeunesse révolutionnaire, doit largement y contribuer.

Patrick Isnard

## dans notre courrier

«Au X<sup>e</sup> R, génie, le sergent-chef D. se croit tout permis.

1<sup>o</sup> il ordonne aux sapeurs, au cours des manoeuvres d'instruction, d'attaquer les autres sections «le couteau à la main».

2<sup>o</sup> le mot de passe «bougnoles-guerre» qu'il a donné ne tombe-t-il pas sous le coup de la loi anti-raciste !

3<sup>o</sup> pour s'amuser, il lance une grenade à plâtre dans une ambulance. Motif allégué : «faire une plaisanterie au lieutenant qui était dans l'ambulance». Médecins, infirmiers, malades, il s'en fout.

4<sup>o</sup> surtout, il a posé au cours de manoeuvres un pot fumigène à l'entrée d'un abri de 4 m sur 1,80 m, où dormaient 4 personnes : un aspirant, un sergent engagé et deux appelés «faisant fonction de caporaux». Résultat : l'aspirant et un FFC réveillés sortent immédiatement. Les deux autres, endormis, sont sévèrement touchés : l'un a 10 jours d'observation à l'hôpital, l'autre un mois. Et il y a de grandes chances qu'il y ait des suites.

Seule sanction : il est muté de compagnie, c'est-à-dire qu'il ira sévir ailleurs dans le même régime.

C. B.



Pour Carlos Manzon aussi... GINI un goût étrange venu d'ailleurs.



# AU COURRIER DU BLOC-NOTES

## DE MONTREUIL COURRIER SANTE

Suite à l'article paru sur la pommade souveraine, j'ai discuté avec des camarades. On a vu qu'il aurait été intéressant de compléter l'article dans la dénonciation de la pharmacie, à l'heure actuelle, au service du capital. Ainsi pour la thalidomide, ce qu'il faut dénoncer principalement, c'est le manque d'examen de laboratoire, le manque de contrôle complet d'un médicament avant de le lancer sur le marché.

D'autre part, une autre chose est que le pharmacien est surtout responsable, d'une part, de vendre des produits en sachant très bien qu'ils sont néfastes à la santé de la personne, et aussi, dans le cadre de l'industrie pharmaceutique, de sortir chaque année un nouveau médicament (antibiotique ou autre), plus cher bien sûr que celui qu'il remplace, mais ayant quasiment le même rôle et n'ajoutant rien à son action. Il faut dénoncer aussi la différence qui existe entre le prix de revient d'un médicament et le prix auquel il est vendu et voir peut-être à s'informer plus sur ce sujet, trouver des statistiques...

Autre point qui relate une expérience vécue, lors d'un travail en pharmacie, concernant les régimes d'amaigrissement : une femme s'est présentée dans un état de maigreur incroyable et d'un teint tellement jaune que je pensais qu'il s'agissait d'une personne métis. Eh bien, les autres vendeuses ont pu me renseigner qu'à force de suivre des régimes et des ordonnances faites par des médecins diplômés (extraits de thyroïde et diurétiques), son organisme avait été complètement détraqué et son teint témoignait sans doute d'une assez grande atteinte du foie.

De là, on peut tirer plusieurs conclusions : d'une part, une responsabilité des pharmaciens qui délivrent ces médicaments, même en sachant leur rôle néfaste à long terme, de peur de perdre la clientèle, et donc de l'argent bien sûr. Réponse classique : « si on ne leur donne pas, ils l'obtiennent dans une autre pharmacie ». D'autre part, dénoncer l'action psychologique créée par l'intoxication de la bourgeoisie, de sa presse, sur le fait de maigrir pour une femme. Cette campagne de «soyez maigres...» est à dénoncer car elle est faite pour enrichir les usines de produits diététiques,

Nous publions aujourd'hui deux lettres qui ne sont qu'une partie du courrier abondant qui nous parvient. Beaucoup écrivent pour proposer des sujets nouveaux ou bien encore pour traiter d'une question qu'ils connaissent. La lettre sur «l'aide aux chômeurs» est de ce point de vue très intéressante. En ce qui concerne les propositions qui nous sont faites dans la partie Santé de ce courrier, le Docteur Quotidien du Peuple va y donner une suite la semaine prochaine, en traitant des profits qui sont faits sur les médicaments.



leurs commerçants et toutes les branches en découplant, sans compter qu'elle confirme le rôle de femme-objet rendu par la société comme quoi si on est trop grosse on ne sera pas considérée, ni aimée....

Il faudrait aussi donner une image de ce qu'est la «pharmacie» au service du peuple, dans une société socialiste. D'abord le fait de compter sur les plantes médicinales. D'autre part, considérer cette tâche comme liée avec le travail du médecin et le malade et non comme un commerçant, ou un chercheur calfeutré dans son laboratoire.

En Chine, je crois que l'on peut trouver de nombreuses différences dans la conception de faire des médicaments pour soigner les travailleurs et prévenir aussi les maladies, à la différence de la conception capitaliste où plus on a de médicaments à ingurgiter, plus il faut en prendre pour compenser les effets des premiers. Tout cet argent sorti de la poche des travailleurs est autant de profit pour le patronat des industries pharmaceutiques.

## aide aux chomeurs

Tout le monde a entendu parler de la très généreuse mesure de Giscard consistant à effectuer un abattement supplémentaire pour les chômeurs 1975, notamment sur le montant des ressources prises en compte pour le calcul de l'allocation logement par les Caisses d'Allocations Familiales.

Cette mesure commence à prendre effet, et si vous en faites la demande, votre montant d'allocation logement pour la période de juillet 75 à juin 76 sera révisé.

Mais, une petite précision. En dehors de toutes les conditions nécessaires pour y avoir droit (3 mois de chômage consécutif, etc...) il y a un autre détail à noter :

« En cas de reprise de l'activité professionnelle, vos revenus 1975 (qui sont pris en considération pour le calcul de l'allocation logement de juillet 76 à juin 77) seront majorés d'un pourcentage égal à l'abattement appliqué sur les ressources 1974. »

Autrement dit, cette noble et généreuse mesure gouvernementale n'est en fait qu'un piège. On donne aux chômeurs un peu plus d'allocations en 75-76 mais sans oublier de le récupérer l'année suivante.

On prête d'une main et l'on récupère de l'autre.



## feuilleton

### Résumé

En route vers Valence, Norbert fait la connaissance d'un jeune paysan républicain. Je devenais le camarade du paysan, ce garçon au fond était républicain ; il venait de recevoir une lettre de Sébastopol qui lui annonçait que son frère avait été tué. Il fut de mon avis. Ces coquins, disait-il, ils n'ont pas seulement besoin d'argent, il leur faut encore du sang des citoyens ! Dès le début de notre entrevue, il m'avait dit : « nous payons des impôts ; ce mot m'avait fait comprendre qu'il était mécontent et devait être républicain. Le soir je pris auberge à quelques lieues plus loin que Vienne. Le lendemain c'était la fête patronale de la commune, mais le maire n'ayant pas voulu accorder l'autori-

## memoires et aventures d'un proletaire

sation de danser, l'aubergiste et les consommateurs étaient mécontents ; l'un de ceux-ci osa me dire : « vous avez voté pour l'empereur, eh bien, au lieu de danser, pleurez maintenant. - Oh ! ce n'est pas la faute du maire, c'est celle du commissaire de police. - Si le maire voulait bien, il userait de son droit. - Sans doute, mais il a peur de déplaire au commissaire qui représente l'empereur ! - On fait aussi bien de ne pas célébrer la fête, car depuis que le commissaire est venu parmi nous

avec ses agents, il existe une véritable terreur et j'aime mieux voir les jeunes gens privés de tout amusement que de les voir s'amuser en tremblant. - La fête n'est pas défendue pour tout le monde ; les richards du canton ont fait de grands préparatifs pour recevoir les négociants de Vienne. - C'est différent ! Les riches s'amusez chez eux sans gêner personne ; ils en ont le droit, n'ont-ils pas des salons somptueux et de vastes jardins où ils peuvent se divertir à l'aise ! Tandis que nous autres, nous n'avons que la place publique

### MARDI 21 OCTOBRE

TF 1  
18 h 15 - A LA BONNE HEURE  
19 h 45 - POUR LES JEUNES  
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES  
19 h 40 - UNE MINUTE POUR LES FEMMES  
19 h 45 - LES COMPAGNONS D'ELEUSIS : feuilleton en trente épisodes  
20 h 00 - JOURNAL  
20 h 35 - QUOI ? DE QUI ? : jeu littéraire de Cierre Sabbagh.  
21 h 15 - CES ANNEES-LA : 1946-1970 : émission écrite et réalisée par Michel Droit. Documentation : Frédéric Grou-Radenez  
22 h 15 - DE VIVE VOIX  
23 h 00 - JOURNAL et fin

A 2  
18 h 30 - JOURNAL  
18 h 40 - LE PALMARES DES ENFANTS  
18 h 55 - DES CHIFFRES ET DES LETTRES  
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES  
19 h 45 - Y'A UN TRUC : jeu d'Armand Jammot.  
20 h 00 - JOURNAL  
20 h 30 - LES DOSSIERS DE L'ÉCRAN : émission d'Armand Jammot. «Cromwell» : film anglais de Ken Hughes (1970), en version française.  
23 h 15 - JOURNAL et fin

FR 3  
18 h 55 - FLASH JOURNAL  
19 h 00 - POUR LES JEUNES  
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES  
19 h 40 - TRIBUNE LIBRE : émission de Jean-Pierre Alessandri.  
19 h 55 - FLASH JOURNAL  
20 h 00 - LES ANIMAUX CHEZ EUX : documentaire réalisé par Bristol Foster. «Terre d'Igloolik»  
20 h 30 - WESTERNS, AVENTURES : «Tick...Tick...Tick... et la violence explosa» : film de Ralph Nelson (1970).  
22 h 10 - JOURNAL et fin

### MERCREDI 22 OCTOBRE

TF 1  
13 h 35 - LES VISITEURS DU MERCREDI  
18 h 15 - A LA BONNE HEURE  
18 h 45 - POUR LES JEUNES  
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES  
19 h 40 - UNE MINUTE POUR LES FEMMES  
19 h 45 - LES COMPAGNONS D'ELEUSIS  
20 h 00 - JOURNAL  
20 h 35 - CECILE OU LA RAISON DES FEMMES : émission d'Éliane Victor.  
21 h 15 - REFLETS DE LA DANSE : «Spécial Bejart»  
21 h 45 - INTERROGATIONS : émission de Denis Huisman  
22 h 40 - JOURNAL et fin

A 2  
18 h 30 - JOURNAL  
18 h 40 - LE PALMARES DES ENFANTS  
18 h 55 - DES CHIFFRES ET DES LETTRES  
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES  
19 h 45 - Y'A UN TRUC  
20 h 00 - JOURNAL  
20 h 30 - MANNIX : série américaine. Épisode d'Edward J. Lasko  
21 h 30 - C'EST-A-DIRE : magazine d'actualité de George Leroy.  
23 h 00 - JOURNAL et fin

FR 3  
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES  
19 h 40 - TRIBUNE LIBRE : «Les Républicains Indépendants»  
19 h 55 - FLASH JOURNAL  
20 h 00 - PROGRAMMES RÉGIONAUX  
20 h 30 - A LA REDÉCOUVERTE DU CINÉMA FRANÇAIS : «De Mayerling à Sarajevo» : film français de Max Ophuis  
22 h 05 - JOURNAL et fin

Des documents intéressants ce soir, sur IT 1. En effet, l'émission, CES ANNEES LA, à 21 h. 15, porte sur l'année 1948 ; une année qui a vu Jules Moch, ministre socialiste, envoyer ses CRS sur les travailleurs en grève. Bien que l'émission soit réalisée par un réactionnaire notoire, Michel Droit, elle devrait contenir des documents d'époque intéressants.

## de Norbert Truquin

où nous dansions autrefois, mais puisque cela ne convient pas à l'empereur, il faut nous soumettre. - Dis donc, toi, tu parles bien fort, fit un individu qui se tenait dans un coin. La conversation, ainsi engagée joyeusement, allait continue, lorsque tout à coup un grand individu, au teint jaune, ayant un nez démesurément long, fit son apparition. A son aspect, chacun se tut et demeura comme pétrifié. J'étais assis à la table d'hôte ; lui s'assit à une table à part. - Ah ! Irpripit-il, vous avez un voyageur à souper ? - Oui, ce monsieur revient

d'Algérie. - La mauvaise physionomie de cet homme m'avait déplu et me mis de mauvaise humeur, d'autant plus que sa présence avait jeté l'effroi dans l'établissement. Aux questions qu'il m'adressa je voulus bien exposer les raisons qui avaient déterminé ma rentrée en France. Il me dit brutalement que j'avais eu tort de quitter l'Afrique attendu que les vues de l'empereur étaient de coloniser ce pays. Mais vous, lui dis-je, qui comprenez les intérêts de la nation, qui paraissez robuste et intelligent, pourquoi ne partez-vous pas comme colon ? (à suivre)

international

# PORTUGAL manifestation pour Radio-Renaissance

Quelques jours après la défaite subie par la droite dans l'affaire du régiment de Porto, le CICAP, qui en fin de compte n'a pas pu être dissous, le sixième gouvernement provisoire tente de poursuivre son offensive de « remise au pas ».

D'une part, il décide le « désarmement des civils ». Le nouveau décret instaure un système de délation générale des détenteurs d'armes. Au-delà d'un délai de huit jours, l'armée aura tout pouvoir pour emprisonner et juger les civils porteurs d'armes, et tirer dessus s'ils sont dans la rue. A Lisbonne, on craint que ce nouveau décret serve à organiser des perquisitions au siège des organisations révolutionnaires.

D'un autre côté, la présidence

de la République engage des poursuites judiciaires contre le Journal República pour avoir publié une lettre d'un lecteur donnant des précisions sur la biographie de Mélo Egidio. Cet officier est le chef du Groupement militaire d'intervention, constitué voici quelques semaines en vue de doter la bourgeoisie d'un organe efficace d'intervention contre les masses. (voir dans notre encart des extraits de cette lettre). On apprend que le gouvernement recrute actuellement des soldats des commandos de retour des colonies, au chômage après leur démobilisation, à des tarifs dix fois supérieurs à ceux des soldes ordinaires, pour renforcer cette force d'intervention.



Désarmer les civils ? (11 mars 1974 : les masses barrent la route à la réaction)

La question des rapports de forces militaires avec le mouvement des masses est cependant, loin d'être encore réglée. Si le général Pires Veloso, commandant de la région Nord, a pu prendre quelques sanctions disciplinaires individuelles contre des soldats après le mouvement de soutien au Cicap, il n'en reste pas moins que la réaction a essuyé une lourde défaite dans cette affaire. Les tentatives plus subtiles du général Fabião, proposant « l'institutionnalisation » du mouvement « soldats unis vaincront » la création d'une espèce de MFA de soldats, se heurtent jusqu'ici à une ferme résistance de ces derniers, dont le mouvement se distingue plus nettement des officiers.

Cependant, les bruits de coup d'état continuent à courir à Lisbonne, les tentatives en étant attribuées soit à la droite soit au PCP. De part et d'autre, la question centrale est de savoir

dans la période quel mouvement angolais sera favorisé à l'occasion de l'indépendance qui doit être proclamée le 11 novembre : réflexes de colonialistes qui prétendent encore, au moment où ils doivent s'en aller, décider de l'avenir du peuple angolais.

Les difficultés du côté des masses rendant cependant ces bruits peu vraisemblables pour la période, deux événements cette semaine vont permettre de mieux juger du rapport des forces. D'une part, la manifestation de soutien à Radio Renaissance convoquée par diverses forces progressistes cet après-midi. D'autre part, une manifestation convoquée par le PCP pour jeudi. On verra à cette occasion dans quelle mesure les révisionnistes ont réussi dans leur tentative de contrôler le mouvement des masses en vue de l'utiliser dans leur entreprise de reconquête de l'appareil d'Etat.

Jean LERMET

**MELO EGIDIO**  
chef du groupe militaire d'intervention  
(quelques précisions biographiques)

Gouverneur du district de Niassa (Mozambique) de 1967 à 1971 : se propose, d'après ses propres termes, « d'en finir avec le terrorisme » (en fait, la lutte armée de libération nationale, aujourd'hui victorieuse) ; créées à cet effet, les fameuses milices commandées par Roxo, son garde du corps, milices responsables de l'assassinat de dizaines de mozambicains sans défense. Très lié au millionnaire Jardim, organisateur des événements du 7 septembre 1974, au cours desquels une fraction de colons ultra-réactionnaires tenta de faire obstacle, par les armes, au processus de décolonisation engagé, se livrant notamment à des « ratonnades » dans les quartiers africains de Laurenço Marques, la capitale.

Au total, l'homme d'expérience dont la bourgeoisie portugaise estime avoir besoin aujourd'hui, pour « rétablir l'ordre ».

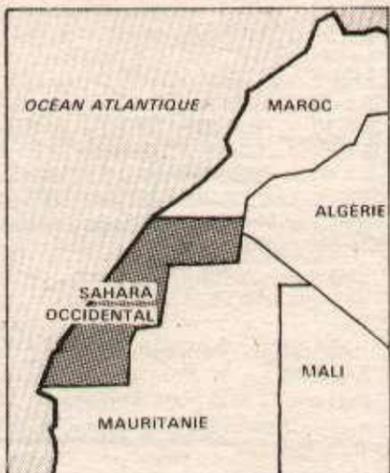
## SAHARA OCCIDENTAL un peuple dispersé par la force

SUITE DE LA PAGE 1

La conférence de Berlin de 1884 et le traité du 27 juin 1904 signés entre la France et l'Espagne ont consacré la domination coloniale de l'Espagne sur le territoire de Saguia el Hamra et Rio de Oro.

Depuis, le colonialisme espagnol a mené une politique systématique d'annihilation du peuple saharoui. Composé essentiellement de nomades, (les « hommes bleus » du désert, qui vivent de l'élevage), ce peuple doit en effet migrer en permanence sur des parcours de pâturage, qui ne connaissent pas les frontières tracées artificiellement par le colonialisme. Après 1939, l'armée Franquiste a interdit à tous ceux qui étaient sortis du territoire d'y rentrer : plusieurs centaines de milliers de Saharouis se sont trouvés rejetés aux frontières tandis que la population du pays a baissé à 60.000.

Aujourd'hui, la même politique, comparable à celle que les sionistes ont appliquée en Palestine, est poursuivie par le Maroc et par l'Espagne franquiste : à l'intérieur du pays, l'armée espagnole a interdit les points d'eau, tentant d'obliger les Saharouis à se concentrer dans des camps, pour faire face au développement de la guérilla dirigée par le Front POLISARIO. Aux frontières, le Maroc, et aussi la Mauritanie,



chassent les Saharouis des zones frontalières pour les obliger à se concentrer dans des camps loin de leur pays. Ils les contraignent à rendre leurs passeports pour n'avoir qu'une carte d'identité marocaine ou mauritanienne, rendant impossible le passage des frontières à un peuple pour qui il est une nécessité vitale.

Cette politique de génocide déterminée par les appétits que font naître d'immenses ressources en phosphates, n'a pu empêcher, ni le développement de la guérilla, ni les manifestations unanimes de soutien au Front POLISARIO qui ont accueilli la mission d'enquête de l'ONU.

## ALI BHUTTO A PARIS le Pakistan en butte au démembrement

Hier Z. Ali Bhutto, premier ministre du Pakistan arrivait à Paris pour une visite de deux jours.

Il doit rencontrer, outre Giscard, d'Ornano ministre du commerce et Bourges, ministre de la défense. Délibérément le gouvernement français donne la priorité aux négociations commerciales notamment de biens d'équipement et en armes.

### UN PAYS PERPETUELLEMENT MENACÉ.

Le Pakistan se trouve dans une région où la rivalité soviéto-US est particulièrement aiguë. L'U.R.S.S. cherche à obtenir des débouchés sur l'Océan Indien et en direction de l'Asie du Sud-Est.

Depuis la création du Bangladesh en 1971 ces menaces n'ont pas cessé. L'Afghanistan encourage des mouvements sécessionnistes, avec l'appui de l'U.R.S.S., tandis que l'Inde, fortement armée, disposant aujourd'hui de la bombe atomique, maintient la pression sur la frontière.

Depuis qu'il est au pouvoir, au lendemain de la guerre du Bangladesh, Bhutto cherche à desserrer l'étreinte. Il se rend à Moscou, à Washington, signe des accords avec l'Inde, reconnaît le Bangladesh. Il n'a pas pu éloigner la menace, car l'admini-

stration réactionnaire est restée en place, le pouvoir central a gardé la même attitude à l'égard des revendications des minorités : le mépris et la répression. De ce fait les mouvements sécessionnistes peuvent s'appuyer sur les problèmes des minorités de baloutches et de pathans.

### DES ARMES ET DES BIENS D'EQUIPEMENTS.

La France tire profit des difficultés du gouvernement pakistanais pour commercer à des conditions particulièrement avantageuses.

Jusqu'au printemps dernier les U.S.A. avait décrété l'embargo sur les armes à destination du Pakistan. La France en profitait pour se hisser dans les tout premiers fournisseurs d'armes du pays. Un accord stipule même que les avions livrés au Pakistan et les pilotes pakistanais pouvaient être utilisés pour les démonstrations et l'entraînement dans les pays arabes. En 1973 la France a acheté pour 109 millions de francs et vendu pour 185 millions ; bénéfice : 76 millions chaque année entre 100 et 200 millions de francs sont prêtés au Pakistan qui est obligé de les utiliser pour acheter des biens d'équipements ou produits finis français.

G. Carrat.

# le quotidien du peuple

## en bref

LIBAN-SUD : LES CHRETIENS CONTRE LES PHALANGES.

par téléphone, de Beyrouth.

Samedi, un rassemblement s'est tenu au village chrétien de Maghdouché, dans le Sud-Liban, en présence de la population, de la Résistance Palestinienne et des forces patriotes et progressistes, pour dénoncer la manœuvre des phalanges qui visent à créer un conflit entre chrétiens et musulmans au sud. En effet, les phalanges avaient dit que les musulmans chassaient les chrétiens de leurs villages. Les chrétiens des villages concernés ont tenu à dénoncer cette nouvelle manœuvre phalangiste en insistant sur la solidarité de la population libanaise chrétienne et musulmane et de la Résistance Palestinienne face à l'ennemi sioniste.

MEETING CONTRE LA REPRESSION EN TUNISIE

Vendredi soir, de nombreuses personnes participaient au meeting organisé par « le Travailleur Tunisien » à la Mutualité, contre la condamnation de 67 militants par la cour de sûreté de l'Etat tunisienne le 4 octobre dernier. Avec les participants français, de nombreux camarades arabes ont scandé le mot d'ordre « un seul combattant suprême, le peuple ». C'était un meeting très militant, pour exiger la libération des prisonniers et dénoncer les liens entre l'impérialisme français et Bourguiba.

COMMISSION SOCIALE DE L'ONU : SIONISME = RACISME

La commission sociale de l'ONU vient de terminer ses débats en adoptant une résolution qui considère que le sionisme est une forme de racisme et de discrimination raciale. En Palestine occupée, les ouvriers arabes sont plus mal payés que les ouvriers de religion juive. Le mouvement sioniste bénéficie aujourd'hui de l'appui des racistes, autrefois anti-sémites.

KISSINGER EN CHINE.

Dimanche Kissinger est arrivé à Pékin où il doit rester jusqu'à jeudi, afin de préparer le voyage de Ford le mois prochain. Au cours du banquet de bienvenue, le ministre des affaires étrangères Chiao Kuan Hua a déclaré : « la seule façon de traiter avec l'hégémonisme est de lutter du tac au tac. Se fonder sur des illusions, prendre ses désirs pour des réalités et agir en conséquence ne peut qu'encourager les ambitions de l'expansionnisme et avoir des conséquences graves... La dure réalité n'est pas que la détente se développe mais que le danger d'une nouvelle guerre mondiale croît sans cesse. »

LIBAN : VIOLENTS COMBATS DANS LE CENTRE DE BEYROUTH.

De violents combats ont commencé lundi soir dans le centre de Beyrouth, un duel d'artillerie s'est poursuivi pendant la plus grande partie de la nuit. C'est la première fois que des combats de cette ampleur se déroulent dans le quartier d'affaire de Beyrouth, où se trouvent les sièges des banques, des principaux journaux et un centre commercial moderne. L'insécurité que la réaction fait régner au Liban vise toujours le but de diviser le peuple face à l'ennemi sioniste et de l'opposer à la Résistance Palestinienne.